

Communiqué de la fédération du Parti Communiste des Hautes Pyrénées. 24 avril

Le scrutin présidentiel du 23 avril vient de qualifier pour le second tour la candidate de l'extrême-droite raciste et xénophobe, Marine Le Pen, à Emmanuel Macron, candidat que les milieux financiers se sont choisis pour amplifier les politiques libérales. La présence de l'extrême droite, l'élimination de la gauche constituent une situation grave et préoccupante pour notre pays.

Pourtant, les quasi 20% obtenus par Jean Luc Mélenchon sur le plan national et les bons résultats dans notre département, suscitent un nouvel espoir pour l'avenir.

Les résultats obtenus, comme par exemple à Aureilhan, Soues, Bordères/ Echez, Bazet ou Jean Luc Mélenchon arrive en tête, à Tarbes ou dans plusieurs villes et villages du département où il est second, qui doivent beaucoup au PCF à ses militants, à leur engagement dans cette campagne, sont significatifs.

Malgré la déception légitime pour tous ceux qui, trahis par les politiques menées par Hollande et Valls et qui se sont mobilisés pour la présence de Jean-Luc Mélenchon au second tour, l'aspiration au changement va se poursuivre. Les communistes veulent lui donner encore plus de force ; c'est pourquoi nous souhaitons engager tous les moyens pour que débattent et convergent les femmes et hommes, forces politiques et sociales et citoyennes disponibles. Ce sera une condition nécessaire lors des élections législatives pour se doter de parlementaires de résistance et pour reconstruire le camp progressiste.

Pour l'heure, la priorité est de barrer la route à Marine Le Pen, à son clan et à l'extrême menace que constitue le Front national pour la démocratie, la République et la paix.

L'unique moyen pour y parvenir est d'utiliser le seul bulletin qui demeure malheureusement disponible pour le faire.

Cet appel ne constitue en aucun cas un soutien au programme libéral anti-social d'Emmanuel Macron, que nous avons combattu quand il était ministre et que nous combattons demain sans concession, chaque fois qu'il portera atteinte au monde du travail, à ses droits, à nos services publics.

Dans le respect des appels qui seront lancés le 1<sup>er</sup> mai par les organisations syndicales, les communistes invitent à faire de cette grande journée sociale un moment de lutte et de mobilisation sociale contre l'extrême-droite, pour la paix, la démocratie et le progrès social.

P/La Fédération  
Hervé BUFFAT  
Sec départemental.